



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 09/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **RMB (RECYCLAGE MATERIAUX BERGHEIM)**

RTE DE RODERN  
68750 Bergheim

Références : 0006702033\_2024\_11\_13\_RMB\_VIPPC  
Code AIOT : 0006702033

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2024 dans l'établissement RMB (RECYCLAGE MATERIAUX BERGHEIM) implanté RTE DE RODERN 68750 Bergheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RMB (RECYCLAGE MATERIAUX BERGHEIM)
- RTE DE RODERN 68750 Bergheim
- Code AIOT : 0006702033
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société RMB exploite une installation de stockage de déchets non dangereux issus de son centre de tri.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Rejets Eaux (Lixiviats)
- IED

### Références réglementaires :

- Code de l'environnement, articles R. 515-70 et 71
- Arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux
- Arrêté préfectoral N°211-283-3 du 10/10/2011 portant prescriptions complémentaires à la Société RMB (arrêté codificatif) pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux et d'une installation de transit, regroupement et de tri de déchets non dangereux, sise Route de Rodern à BERGHEIM
- Arrêté préfectoral du 15/01/2024 portant mise en demeure à la Société RMB (Recyclage Matériaux Bergheim) pour les installations exploitées sur la commune de Bergheim

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Réexamen IED	Code de l'environnement, article R. 515-70	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Lixiviats	AP de Mise en Demeure du 15/01/2024, Article 2	Astreinte	4 mois
3	Analyse des causes des dépassements	AP de Mise en Demeure du 15/01/2024, Article 3	Astreinte	-

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Mesure de radioactivité	Arrêté Préfectoral du 10/10/2011, Article 5.1.2	Sans objet
5	Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 10/10/2011, Article 5.1.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le service d'inspection propose au préfet un arrêté portant mise en demeure pour le non-respect de l'article R. 515-70 imposant la transmission d'un dossier de réexamen.

Le service d'inspection propose une sanction administrative au préfet, l'exploitant ne s'étant pas conforme à l'Arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/01/2024 sur le respect de la valeur limite d'émission de l'arsenic.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Réexamen IED

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, articles R. 515-70 et 71 et Arrêté ministériel du 15 février 2016, article 64
<b>Thème(s) :</b> Autre, Réexamen des conditions d'exploitation
<p><b>Prescriptions contrôlées :</b></p> <p>R. 515-70 - II. - Si aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles n'est applicable, les prescriptions de l'autorisation sont réexaminées et, le cas échéant, actualisées lorsque l'évolution des meilleures techniques disponibles permet une réduction sensible des émissions.</p> <p>R. 515-71 – I. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois</p> <p>Article 64 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016</p> <p>Pour les sites dont la rubrique principale est la rubrique 3540 de la nomenclature des installations classées, la procédure de réexamen prévue à l'article R. 515-70 du code de l'environnement est mise en œuvre trois ans après la publication au Journal officiel de l'Union européenne de la</p>

décision concernant les conclusions des meilleures techniques disponibles relatives au traitement de déchets. Ce réexamen est à réaliser pour l'ensemble des installations présentes sur le site.
<p><b>Constats :</b></p> <p>La décision d'exécution n°2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil (dite Directive IED) exclut les installations de stockage de déchets de son champ d'application.</p> <p>L'article 64 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux impose la mise en œuvre de la procédure de réexamen prévue à l'article R. 515-70 du code de l'environnement trois ans après la publication des conclusions sur les MTD relatives au traitement de déchets.</p> <p>L'exploitant aurait dû remettre au préfet au plus tard le 17 août 2022 le dossier de réexamen mentionné à l'article R.515-71 du code de l'environnement et dont le contenu est fixé à l'article R.515-72 du même code.</p> <p>De plus, en application du 3° du I de l'article R.515-59 (activité impliquant le rejet de substances dangereuses mentionnée à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines) ce dossier doit comporter un rapport de base (cf. articles L.515-30 et R. 515-81 du code de l'environnement).</p> <p>Il a été constaté que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dossier de réexamen et n'a fourni aucun élément relatif au rapport de base.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Lixiviats

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/01/2024, Article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Lixiviats
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte la prescription suivante de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2015, susvisé :</p> <p>«[...]Les valeurs limites de rejets en concentration des lixiviats avant toute dilution sont fixées dans le tableau suivant [...] :</p> <p>arsenic 0,1mg/l</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection du 23 novembre 2023 a relevé que sur les onze dernières analyses trimestrielles s'échelonnant du 12 mars 2021 au 17 août 2023, huit valeurs étaient au-dessus de la valeur limite d'émission pour l'Arsenic.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de mesure des lixiviats daté du 12 novembre 2024 (prélèvement effectué le 10 septembre 2024).</p> <p>Il a été constaté que la concentration en Arsenic était de 0,121 mg/l, supérieure à la valeur limite d'émission de 0,1mg/l.</p> <p>Par ailleurs, les prélèvements trimestriels effectués en mars et en juin 2024 présentaient également des concentrations en Arsenic supérieures à la valeur limite d'émission (respectivement 0,113 et 0,119 mg/l).</p> <p>Cela constitue un non-respect de la mise en demeure.</p>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra se conformer au respect des valeurs limites d'émission en Arsenic.  Le non-respect de la mise en demeure entraîne une proposition de sanction administrative au préfet (astreinte journalière avec un sursis à exécution de 4 mois afin de mettre en place l'action retenue mentionnée au constat suivant, n° 3).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Astreinte</p>

### N° 3 : Analyse des causes des dépassements

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/01/2024, Article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse des causes des dépassements</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte la prescription suivante de l'article 23 de l'arrêté préfectoral du 15 février 2016, susvisé :  «[...] Les résultats de mesures sont [...] accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, [...]»</p>
<p><b>Constats :</b>  Lors de l'Inspection du 23 novembre 2023, l'Inspection a constaté que l'exploitant n'avait pas analysé les causes des dépassements constatés et qu'il n'avait pas mis en œuvre (ou envisagé) d'action corrective.  L'exploitant a indiqué dans le courrier de réponse à cette inspection qu'il avait transmis par courrier en date du 16 janvier 2023 en réponse à un courrier de l'Inspection du 10 janvier 2023 une analyse des précédents dépassements (année 2022). Il indique dans celui-ci une faible quantité de pluviométrie résultant en une faible quantité de lixiviats.  Par ailleurs, pour les dépassements constatés lors de la campagne de mesure du 17 août 2023, il indique qu'il s'agissait de lixiviats résiduels provenant du casier n° 4 qui a été recouvert.    L'Inspection a constaté que les résultats de mesure de 2024 (mars, juin et septembre) n'étaient pas accompagnés d'informations sur les causes des dépassements. Cela constitue un non-respect de la mise en demeure.  L'exploitant a indiqué que des pistes semblaient envisagées mais qu'il était toujours en cours de recherche des causes profondes de ces dépassements.    En ce qui concerne les conséquences de ces dépassements, l'exploitant indique que la filière de traitement des lixiviats (envoi à la STEU de Bergheim) est toujours opérationnelle, qu'il dispose d'une convention de rejet avec la STEU et que celle-ci présente un bilan annuel ne comportant aucune anomalie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra expliquer l'origine des dépassements répétés en valeur limite d'émission (VLE) de l'Arsenic ainsi que l'action retenue lui permettant de respecter cette VLE.  Si l'exploitant retient un traitement via une station d'épuration, comme actuellement, Il devra démontrer que ses apports ne sont pas à l'origine de rejets de la station qui seraient incompatibles avec le milieu récepteur.  Le non-respect de la mise en demeure entraîne une proposition de sanction administrative au préfet (astreinte journalière).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Astreinte</p>

**N° 4 : Mesure de radioactivité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2011, Article 5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesure de radioactivité
<b>Prescription contrôlée :</b> Un dispositif de mesure de la radioactivité permet le contrôle des déchets ultimes destinés à l'installation de stockage de déchets non dangereux.
<b>Constats :</b> Il a été constaté que l'exploitant a mis en place des balises de détection de la radioactivité au niveau de la station de pesée des poids lourds pénétrant sur le site, comprenant la station de transit de déchets et l'installation de stockage de déchets non dangereux. Ces balises sont associées à des appareils de type "Gammascan" et "Berthold LB112". Les appareils étaient en état de fonctionnement au moment de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Déchets admissibles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2011, Article 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets admissibles
<b>Prescription contrôlée :</b> Seuls les déchets produits par la station de tri du site peuvent être admis. Les déchets doivent avoir subi au moins un tri ou une extraction : <ul style="list-style-type: none"><li>- des matériaux recyclables,</li><li>- de la fraction fermentescible ou biodégradable,[...]</li></ul> Les déchets admissibles sont les suivants: <ul style="list-style-type: none"><li>- Les déchets de plastique (19 12 04), de métaux et ferrailles( 19 12 02 et 19 12 03) ou de verre (19 12 05)</li><li>- Les refus de tri non fermentescibles et peu évolutifs ( 19 12 12 )</li><li>- Les déchets provenant du traitement mécanique de déchets et ne contenant pas de substances dangereuses (19 12 12)</li><li>- Les objets encombrants d'origine domestique sans composants fermentescibles et évolutifs (20 03 07)</li><li>- Les résidus de broyage de biens d'équipement dont la teneur en PCB est inférieure à 50mg/kg. (19 10 04)</li><li>- Les déchets de construction et démolition (17 01, 17 02, 17 04).</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le circuit du déchet, de sa station de tri jusqu'à l'installation de stockage de déchets non dangereux. Il a indiqué évacuer les matériaux recyclables depuis la station de tri vers les filières adaptées. Il a également indiqué ne pas prendre en charge sur l'installation de stockage de produits fermentescibles ou biodégradables. Il a été constaté que l'exploitant tient à jour un registre d'entrée (et sortie le cas échéant) des déchets commun à la station de transit de déchets et à l'installation de stockage de déchets non dangereux. Tous les déchets entrant sur l'installation de stockage de déchets non dangereux, issus des refus de tri de sa station de transit, sont classés en code 19 12 12 correspondant aux "autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets [...]". Lors du contrôle visuel par sondage sur site, l'Inspection n'a pas constaté de déchets autres que ceux admissibles dans l'arrêté préfectoral.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'Inspection rappelle que lorsqu'un code de la nomenclature déchets est plus approprié pour caractériser le déchet, il convient d'utiliser celui-ci en lieu et place du code 19 12 12 conformément à la Décision n° 2014/955/UE de la Commission européenne du 18 décembre 2014.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite